

Modèle de développement : bon constat, mais...

Le nouveau Chef du Gouvernement a appelé à un « *changement du modèle de développement basé sur la création de haute valeur ajoutée et non plus sur les bas salaires* » lors de son discours d'investiture ce matin à l'ARP. Un diagnostic fort pertinent que ne réfuterait même pas l'UTICA. Le hic est que M. Elyes Fakhfakh complète cette annonce en conditionnant ce passage à un nouveau modèle par la refonte du système éducatif, « *à commencer par l'école maternelle* » comme il le précise. Autant dire que le changement souhaité ne sera pas pour demain.

La faille dans ce raisonnement est partiellement apportée par M. Fakhfakh lui-même quand il évoque la transition digitale et « *la nécessité de garder nos compétences en Tunisie* ». Il existe donc au moins un secteur à « *haute valeur ajoutée* » où ne se pose aucun problème de formation, mais bien celui du niveau des salaires face à un marché du travail mondialisé et hautement concurrentiel.

On pourrait aussi parler des médecins, des ingénieurs ou même des cadres de gestion, dont ceux du secteur du tourisme : ils ont en commun d'être de plus en plus nombreux à céder aux offres alléchantes dans d'autres pays.

La Banque Mondiale, pour sa part, avait souligné le niveau élevé des NEET (jeunes qui ne sont ni dans le système éducatif, ni dans l'emploi, ni en formation, soit un tiers des jeunes ruraux et un cinquième des jeunes urbains) en soulignant que « *plus le niveau d'études est élevé, plus le taux de chômage l'est également* ».

Quant à notre Institut de la Productivité et des Etudes comparatives, il avance un taux de sous-emploi de 18,9%.

Il paraît donc clair que la question fondamentale pour l'économie tunisienne (du moins à court et moyen terme) est celle de la compétitivité de ses entreprises, de la productivité de ses employés et de l'employabilité des jeunes diplômés – ou comment augmenter l'employabilité des jeunes en préservant/augmentant la compétitivité des entreprises.

Pour le tourisme, on en est à la question de restaurer la compétitivité des

entreprises.

Comme l'a annoncé M. Elyes Fakhfakh, les réponses précises viendront après l'état des lieux qu'établira le gouvernement après sa prise de fonction. Nous avons hâte de les connaître.

Lotfi Mansour